

# **Conseil Supérieur de la Fonction publique de l'Etat**

## **17 juillet 2007**

### **Déclaration commune des organisations syndicales CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU, SOLIDAIRES, CGC, CFTC**

Monsieur le Ministre, Monsieur le secrétaire d'Etat,

En ouverture de ce premier Conseil Supérieur, l'ensemble des huit organisations représentatives des personnels des fonctions publiques tient à s'adresser à vous d'une même voix.

Cette démarche est justifiée par l'appréciation unanime que nous portons sur la gravité de la situation dans la Fonction publique.

En effet : le premier ministre vient de confirmer le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Ces suppressions auront des conséquences dramatiques sur l'emploi et les conditions de travail, ainsi que sur le champ et les missions des services publics. Et ce sont les usagers qui en seront les premières victimes.

Encore une fois, aucune réflexion ou discussion préalable n'a été conduite, et c'est une logique exclusivement comptable qui prévaut.

Par ailleurs, aucune réponse n'a été apportée à la demande de négociations salariales visant à assurer le maintien du pouvoir d'achat par la revalorisation du point d'indice.

Ce n'est pas la mise en oeuvre du « travailler plus pour gagner plus » qui pourra répondre à cette exigence. Cela risque au contraire d'alourdir les conditions de travail et de développer la précarité.

Le refus du maintien du pouvoir d'achat pour tous a déjà pour conséquence un minimum de rémunération porté au SMIC, et qui réduit encore plus la grille.

Les personnels des trois fonctions publiques attendent d'autres choix !

Monsieur le Ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique, Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, nous, organisations syndicales de la fonction publique, nous adressons solennellement au gouvernement par votre intermédiaire :

- pour que s'ouvrent au plus vite des négociations portant sur la valeur du point d'indice commune à tous, les carrières et la reconstruction de la grille
- pour que les décisions en matière d'emploi public résultent d'un véritable débat sur les missions de service public.

\*\*\*\*\*